



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

2025/27062025/16

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20250627-2706202556-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/07/2025

Publication : 04/07/2025

DÉLIBÉRATIONS



Le 27 juin 2025 à 14h38 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentés :

Madame Béatrice BOCHET ayant donné pouvoir à Madame Mireille VACHE-PICAT
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT
Madame Amèle MANSOURI ayant donné pouvoir à Madame Zohra AMIMI
Madame Félicie RENON ayant donné pouvoir à Mme Madame Elisabeth ALAZARD
Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES,

Étaient excusées :

Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Madame Katherine COEUFF,

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 20 juin 2025



DÉLIBÉRATIONS

16 EMPLOI NON PERMANENT : MISE EN PLACE D'UN CONTRAT DE PROJET - TERRITOIRE ZÉRO CHÔMEUR DE LONGUE DURÉE

MESDAMES, MESSIEURS,

La première expérimentation Territoire Zéro Chômeur a été lancée sur 10 territoires par la loi du 29 février 2016. La loi sur le prolongement et l'extension de l'expérimentation de Territoires Zéro Chômeur de longue durée (T.Z.C.L.D.) a été promulguée le 14 décembre 2020, et prévoit d'étendre ce projet à 50 nouveaux territoires.

L'objectif de l'expérimentation est de montrer qu'il est possible à l'échelle d'un territoire, de proposer à tout chômeur de longue durée volontaire, un emploi à durée indéterminée et à temps choisi, en développant et finançant des activités utiles et non concurrentes des emplois existants pour répondre aux besoins des divers acteurs du territoire : habitants, entreprises, institutions. La création d'emploi s'effectue au sein d'une Entreprise à But d'Emploi (E.B.E.) qui développe ses propres activités.

Un des principes du projet est le financement de ces emplois par la réaffectation des dépenses sociales causées par la privation de l'emploi et par le chiffre d'affaires généré par l'E.B.E. Le fonds national d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée assure le versement des salaires de l'Entreprise à But d'Emploi.

La Métropole Rouen Normandie s'est pleinement engagée dans la démarche et a adhéré à l'association « Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée » dès le mois d'octobre 2020.

Par délibération en date du 10 juin 2021, la commune de Sotteville-Lès-Rouen a elle-même adhéré à l'association « Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée ». La continuité territoriale des quartiers Grenet-Voltaire-Lods, à Sotteville-Lès-Rouen et Grammont à Rouen et l'homogénéité sociale des habitants ont conduit à imaginer un projet commun.

Le regroupement des deux quartiers est un territoire de vie, vécu comme tel par les habitants. Il comporte un quartier « politique de la ville » sur la commune de Rouen et un territoire sottevillais, présentant tout à la fois des fragilités, et des actions de reconquête passées et à venir.

Compte tenu de la nature de ce projet conjoint entre les communes de Rouen et Sotteville-Lès-Rouen, il est essentiel de disposer d'un chef de projet qui a pour mission de piloter les actions, d'animer la démarche sur le territoire et soutenir la mobilisation locale, de déployer la stratégie définie par le Comité Local pour l'Emploi (C.L.E.) pour concrétiser le droit à l'emploi et de participer aux rencontres métropolitaines et nationales des territoires expérimentaux.

Le Code Général de la Fonction Publique (articles L-332-24 à L332-26) ainsi que le décret 2020-172 du 27 février 2020 relatif aux contrats de projet dans le Fonction Publique ouvrent aux collectivités territoriales et à ses établissements publics la possibilité de créer des emplois non permanents destinés à mener à bien un projet spécifique identifié. Ces emplois, d'une durée déterminée, sont pourvus par des agents recrutés par le biais de contrats dits de projet.

L'expérimentation T.Z.C.L.D. entre complètement dans cette logique et il est donc proposé de recourir à ce dispositif pour mener à bien ce projet. Ainsi, il est proposé de créer un emploi non permanent pour une durée initiale de trois ans sous la forme d'un contrat de projet pour pourvoir le poste de Chef de projet T.Z.C.L.D.

Cet emploi relèvera du cadre d'emplois des Attachés Territoriaux.

DÉLIBÉRATIONS

Il convient également de préciser que le financement de cet emploi est partagé entre les deux collectivités.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L313-1 et L332-23,

VU le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L-332-24 à L-332-26,

VU l'article R. 123-21 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

CONSIDÉRANT la participation du C.C.A.S. de Rouen et du C.C.A.S. de Sotteville-Lès-Rouen à l'expérimentation Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée (T.Z.C.L.D.),

CONSIDÉRANT que le pilotage de cette expérimentation entre dans les critères de mise en place d'un contrat de projet.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- 1.- Autorise le recrutement d'un contrat de projet d'une durée de trois ans, à temps plein, pour pourvoir le poste de Chef de projet T.Z.C.L.D. en référence au grade d'attaché territorial,
- 2.- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer tout document relatif à ce dossier,
- 3.- Dit que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent recruté sur ce contrat sont inscrits au budget principal du C.C.A.S., chapitre 012.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.